

[Texte]

• 1045

It seems to me that we ought to take an example from their experience. Where we, under conditions which we, Parliament, at the suggestion of the government, lay down that the police will be permitted to wiretap, surely we ought not then to say that we give the police the benefit, where they do not observe the rules which we have laid down, the restrictions which we have laid down, of letting them use evidence which they obtained indirectly. It is like saying to a criminal, "This is against the law; but if you break the law, you will be rewarded". It seems to me that this is completely wrong, Mr. Chairman.

The Chairman: Mr. Woolliams.

Mr. Woolliams: I would like to answer that. I think we have to make up our minds in this Committee whether we are legislating for crooks or the people. That is my concern.

My record shows that I have always been on the side of the defence and, naturally, defence lawyers get some mechanism built in whereby we like to keep out as much evidence as we can. On the other hand, I am sitting here today as a legislator today. If illegal wiretapping can be changed to a weapon which would then convict a crook or a criminal who had committed the heinous crime of murder or robbery, or violence of some kind, and if without that evidence you could not convict him, I would not want to see him go free.

We are moving into a more sophisticated period in which crime has become a syndicated matter, and as we have heard, the police of Montreal and other big centres are concerned about this crime. We have to make up our minds. I know there is a fine balance here and I appreciate the brief by the ones that came forward with reference to civil liberties and the opinions of those who are supporting that brief. On the other hand, we are legislating. Our responsibility, it seems to me, should be on the side of . . .

An hon. Member: Law and order.

Mr. Woolliams: Well, law and order—or the people. I am not here to legislate to assist people who are planning and doing the kinds of violent crime that we are reading about every day.

I think that we should try it as it is set out here and, if there is any abuse, then we can take a look at it at a later date. I would hate to water it down because I can see where we could be acquitting people who should be convicted, to protect the people of Canada, protect their children, protect their wives.

When you get to a situation in Canada where, even in my own city, which is a small city, wives now are starting to lock doors in certain areas because men are trying to enter houses to rape wives while their husbands are at work, it seems to me that we have reached a period of sophisticated crime in these cities, particularly the big cities.

I repeat that I do not want to loosen up the law so much as to be legislating for the crooks: I am representing the people of Canada.

[Interprétation]

causes et non seulement pour celles où il est question d'écoute électronique.

Il me semble que nous devrions profiter de leur expérience. Si nous admettons, en tant que parlementaires et sur la demande du gouvernement, que les policiers puissent se servir de tables d'écoute, il vaudrait mieux éviter de dire que les policiers en tirent profit lorsqu'ils n'observent pas les règlements ou les restrictions que nous avons établis pour leur permettre d'utiliser des preuves obtenues indirectement. C'est comme si l'on disait à un criminel: «Cela est à l'encontre de la loi mais si vous commettez un délit vous serez récompensé.» Il me semble que cela est complètement erroné monsieur le président.

Le président: Monsieur Woolliams.

M. Woolliams: J'aimerais répondre à cette question. Je pense que les membres du comité doivent décider s'ils veulent faire des lois pour favoriser les criminels ou le public en général. Voilà ce qui me préoccupe.

Vous pourrez constater d'après mes antécédents que j'ai toujours été du côté de la défense et naturellement les avocats de la défense essaient toujours, en vertu d'un certain mécanisme qui leur est propre, d'empêcher autant que possible que l'on présente des preuves. D'autre part, je suis ici parmi vous aujourd'hui en tant que législateur. On pourrait considérer l'écoute électronique illégale comme un instrument de dernier recours, à n'utiliser que s'il n'y a pas d'autre moyen de prouver la culpabilité d'un meurtrier ou d'un voleur, car je ne voudrais pas qu'il puisse aller en liberté.

Nous entrons dans une ère beaucoup plus sophistiquée, où le crime est devenu syndiqué et l'on sait que les policiers de Montréal et d'autres grandes villes s'inquiètent des manifestations du crime organisé. Il nous faut prendre une décision. Je sais que nous devons examiner les deux côtés de la question et je suis d'accord avec le mémoire présenté par l'Association des libertés civiles et avec les opinions de ceux qui appuient ce mémoire. D'autre part c'est nous qui adoptons les lois. Notre responsabilité, à mon avis devrait être du côté de . . .

Une voix: La loi et l'ordre.

M. Woolliams: Il faut que la loi et l'ordre règnent mais aussi que le peuple soit satisfait. Je ne suis pas ici pour adopter des lois qui aideraient les gens à commettre des crimes violents dont les journaux sont l'illustration quotidienne.

Je pense que nous devrions essayer d'appliquer la loi dans sa forme actuelle et, en cas d'abus, nous pourrions étudier la situation ultérieurement. Je n'aimerais pas qu'on diminue la portée du texte de la loi pour pouvoir acquitter facilement ceux qui devraient être déclarés coupables, car nous devons protéger les citoyens de ce pays.

Lorsqu'on en arrive à une situation telle que, même dans la petite ville que j'habite, les femmes maintenant ferment à clé la porte de leur demeure parce que des hommes essaient d'y entrer pour les violer pendant que leurs maris sont au travail, il me semble alors que nous vivons à une époque où le crime organisé sévit dans toutes les villes, particulièrement dans les grandes villes.

Je répète que je ne veux pas donner plus de souplesse à la loi car on accorderait ainsi beaucoup trop de liberté aux criminels. Je suis ici en tant que représentant du peuple canadien.